

Le Jour, 1952
5 juillet 1952

SUR UNE CANDIDATURE

L'Iran sera candidat contre le Liban au Conseil de Sécurité.

Nous n'étions pas de ceux qui trouvaient opportun que nous fissions la dernière fois concurrence aux Turcs.

Quelles que fussent les « raisons de prestige », elles ne justifiaient pas une attitude combative et nous eussions voulu que le Liban, faute de chances meilleures, s'inclinât de bonne grâce, dès le départ, pour faire à la Turquie la place libre.

Notre obstination nous coûta quelques fausses manœuvres dont nous n'avons pas fini de payer le prix ; et singulièrement le poids du concours des pays d'obédience soviétique qui, après avoir toujours soutenu Israël, nous soutenaient cette fois-là, en haine des Turcs, comme la corde soutient le pendu.

Car la Turquie est le pays qui (avec la Grèce et, de plus en plus, la Yougoslavie) couvre la Méditerranée orientale entière.

Aux Turcs, pour leur effort militaire et à cause de leur situation géographique, nous devons quelques égards. Nous les devons encore, comme la Grèce, leur partenaire naturelle, les doit. Le Liban devenu indépendant et souverain (comme autrefois la Grèce) a des raisons évidentes d'apporter, sur le plan international, son soutien aux Turcs. Et nous avons avec les Turcs assez de questions pendantes (elles sont pendantes encore) pour ménager ce voisin qui, de tous nos voisins, est actuellement le plus dangereusement placé et le plus capable de résister.

Le cas pour l'Iran n'est pas tout à fait le même. Par rapport à l'Iran, nous avons d'abord le droit de priorité qui résulte d'une longue attente, connue de tous ; nous pouvons invoquer les raisons d'amitié traditionnelle que les Iraniens ne manqueront pas d'invoquer ; et nous ne pouvons accepter d'aucune manière l'argument que les pays arabes ont « déjà » été représentés au Conseil de Sécurité.

Si l'Iran distingue à ce point entre les pays arabes et ceux qui ne le sont pas, dans le Proche-Orient et dans le Moyen, **il encourage par-là les Arabes à faire eux-mêmes cette distinction, au même degré. Quand on raisonne ainsi, on tient pour illusoire et caduque toute la prétendue fraternité orientale avec quoi les hommes politiques du Moyen-Orient se gargarisent. Et cela montre de mieux en mieux que le Proche-Orient et le Moyen-Orient, ce n'est pas du tout la même chose.** S'il en était autrement le Pakistan et l'Indonésie encore plus lointaine, prétendraient un jour nous représenter les uns et les autres.

La vérité est que le Conseil de Sécurité nous intéresse et nous prenons la liberté de le rappeler ici à l'Iran.

Si nous ne sommes pas élus au Conseil de Sécurité, aucun Libanais ne se suicidera pour cela ; mais l'Iran ferait preuve d'esprit politique et d'élémentaire courtoisie en nous apportant son concours au lieu de nous disputer la place.

Au demeurant, que nous soyons élus ou que nous ne le soyons pas, la démarche iranienne aura donné la mesure de la précarité des relations sentimentales auxquelles Azzam pacha attache un prix démesuré.

Dans le « Moyen-Orient » prétendument « homogène » c'est un farouche égoïsme qui règne.